



Marie-Noël Cikuru

Charlotte Mertens

September 7th, 2021

Le colonialisme et les interventions extérieures ont alimenté la méfiance pendant la pandémie dans l'est de la RDC

0 comments

Estimated reading time: 5 minutes



Lors de la pandémie de COVID-19 dans l'est de la République Démocratique du Congo, les réponses au virus ont été affectées par la méfiance de la population envers les élites, les organisations internationales et les autorités médicales. Une longue histoire d'interventions extérieures, de colonialisme et d'attitudes racistes à l'égard des populations locales sont parmi les facteurs qui alimentent ces attitudes, avec des effets réels sur les familles ayant besoin d'un soutien médical.

Lisez la série « [Histoires de pandémie de COVID-19](#) »

Le 18 mars 2020, le Président de la République Démocratique du Congo, Felix Tshisikedi, décide d'une série de mesures visant à limiter la propagation du

Covid-19 après que la ville de Kinshasa ait enregistré ses premiers cas. Dans la foulée, l'État d'urgence est décrété et les autorités provinciales dans l'est du pays appellent rapidement à un confinement de Goma (Nord-Kivu) et Bukavu (Sud-Kivu), la ville natale de Marie-Noël. Mais pour tout le monde, il semble bien que le terme « confinement » ne soit pas approprié: les résidents de Bukavu vivent 'au taux du jour' et rester chez soi est difficilement imaginable. Chaque jour, une grande partie des citoyens doit se rendre dans différents quartiers de la ville afin de « se chercher à manger ». Il s'agit réellement 'de tenter sa chance dans les rues' de Bukavu, et d'espérer trouver quelque chose pour la journée. 'Un confinement d'autant plus impossible que de nombreux Congolais des quartiers populaires habitent de petites cabanes en bois sans eau courante, peu éclairées, très mal aérées, et recouvertes de tôles, qui se transforment en chaudières sous le soleil. Il est impensable d'y passer la journée, et de toute façon, la distribution d'eau potable dans les maisons étant quasi-inexistante, les familles doivent se rendre quotidiennement aux quatre coins de la ville pour se ravitailler', elle écrit dans son journal.

Quatre jours après le début du confinement, le 22 mars, les marchés et les transports en commun (minibus) continuaient de fonctionner normalement : il est difficile de les en empêcher puisque les gens, alors même qu'ils comprennent la gravité du virus, savent qu'il leur est impossible de rester chez eux, sans travail, sans revenus et sans aide de l'État. 'Notre gouvernement ne fait que copier 'bêtement' les décisions qui se prennent dans les pays des blancs!', disaient certains lors d'un échange passionné à bord d'un minibus. Nous étions 20 personnes entassées dans une 'boîte à 4 roues', serrés les uns contre les autres.

Depuis le 17 mars, quand plusieurs pays du monde se sont mis à décréter des mesures de protection contre le virus, la RDC a fait la même chose, malgré l'impréparation constatée quant aux moyens techniques nécessaires pour faire face à cet 'ennemi' invisible. Lorsque les premières victimes à Kinshasa sont décédées, un grand nombre de congolais ont continué à refuser de croire en la réalité du virus. Des mesures sont tombées comme des ordres sans que la population ait réalisé pourquoi. 'Fallait-il encore aller chercher 'les maladies des autres'? Pourquoi les autres ne viennent-ils pas partager nos misères? Nous

avons eu Ebola, et nous étions seuls, nous avons subis le choléra, des guerres, et nous étions seuls. Et ce sont les autorités qui sont allées chercher ces maladies-là par leurs voyages qui ne nous profitent à rien. S'ils pouvaient au moins mourir seuls et laisser la population tranquille! De tels excès de méfiance sont très fréquents. On a l'impression générale que le COVID-19 est une maladie des blancs riches importés par les élites Congolaises et les Occidentaux dans le pays. Les gens se méfient du gouvernement et voient dans ce confinement une manœuvre organisée pour recevoir des fonds. Un petit détour dans l'histoire peut nous éclairer.

Depuis son indépendance en 1960, l'État Congolais n'a pas profité à son peuple. La débrouillardise a pris le dessus: chacun cherche comment s'en sortir seul, ne pouvant plus attendre grand-chose de l'État. Une sorte d'autorité supranationale s'est progressivement mise en place: les organisations non gouvernementales et la communauté internationale, des acteurs et des concepts ayant fait leur entrée dans la société congolaise à la fin des années 80. Les citoyens y ont découvert une alternative à l'absence d'un État-nation qui jouerait le rôle d'un tiers garant de leur sécurité.

Certains de ceux qui sont restés attachés au fantôme d'un 'État' ont compris l'illusion en voyant les 'convertis' au dogme supranational s'en sortir mieux qu'eux. N'étant pas au courant des mécanismes de fonctionnement de cette autre réalité, ils la regardent avec une suspicion teintée d'envie. Mais avec le temps, l'État lui-même a commencé à adopter des mécanismes qu'il considérait avec suspicion chez les autres et à recourir aux fonds des organisations non gouvernementales pour résoudre des problèmes qu'eux-mêmes devraient affronter mais face auxquels ils se disent dépourvus de moyens. Des secteurs entiers de l'État se sont ainsi transformés en 'partenaires', même 'réciendaire' de l'aide internationale.

Lorsque les autorités provinciales ou nationales imposent ainsi certaines mesures pour protéger la population, le soupçon se forme qu'ils ont un plan caché pour accéder aux financements liés à la riposte – c'est bien ici la marque d'un manque de confiance dans l'autorité publique, et d'un esprit de débrouillardise.

La méfiance à l'égard des autorités inclut les institutions médicales et s'immisce dans les familles. Un exemple particulier au cours de l'épidémie COVID-19 le souligne. Marie-Noël raconte dans son journal en Juillet 2020 qu'un ami a perdu sa tante paternelle. Elle se faisait soigner à distance, en évitant les structures médicales, par peur de se faire 'donner des piqûres mortelles' et profiter ainsi à la 'propagande des autorités qui veulent justifier des cas de coronavirus alors qu'il n'existe pas à Bukavu'. Son état a fini par se dégrader. Sur conseil de son ami, la famille a fini par céder et l'a conduite à l'hôpital. Malheureusement elle est décédée quelques jours plus tard. Durant son hospitalisation, un test covid a été fait et il s'est révélé positif. L'incrédulité mêlée à la rage a fait que la famille a refusé de croire que leur mère était atteinte de COVID-19, et la persécution a commencé à l'encontre du neveu qui avait suggéré la solution médicale auprès d'une structure. Plus grave encore, le neveu travaille dans le secteur provincial de santé et fait l'accompagnement des équipes de riposte. 'C'est là le crime! Il est considéré comme un agent de propagande pour générer des cas de covid, coûte que coûte, au compte des autorités provinciales du système de santé.'

Les soupçons aux institutions médicales ont une longue histoire. Fanon (1965) a écrit dans le contexte de l'Algérie que la science médicale occidentale dans le cadre d'un système colonial oppressif produit de l'ambivalence chez les colonisés. 'Le colonisé perçoit dans une confusion presque organique le médecin, l'ingénieur, l'instituteur, le policier, le garde-champêtre. [...] Le médecin [...] n'est jamais un médecin indigène, mais toujours un médecin appartenant à la société dominante et très souvent à l'armée' (121). La méfiance historique à l'égard des autorités médicales s'est maintenue à l'égard de l'état et des organisations internationales.

Cette logique coloniale s'est faite toute particulièrement évidente, lorsqu'en avril 2020, deux médecins Français ont suggéré à la télévision qu'un vaccin potentiel contre le coronavirus devrait d'abord être testé sur des personnes en Afrique. Déjà lors de l'épidémie d'Ebola de 2019 à Beni, le ministre congolais de la Santé, Oly Ilunga, a affirmé qu'il y avait une guerre entre les compagnies pharmaceutiques qui tentaient d'introduire un vaccin expérimental, ce qui alimente déjà les craintes d'être utilisés comme cobayes.

Ce n'est donc pas un hasard si l'ami de Marie-Noël a été accusé de 'manger le covid'. La méfiance à l'égard du gouvernement et des autorités médicales s'inscrivent donc dans une longue histoire d'interventions, de colonialisme et d'attitudes racistes à l'égard des populations locales et devraient être repensés et appréhendés dans ce contexte spécifique.

Photo: Goma, Nord-Kivu, RDC. Licensed under CC BY-SA 2.0.

About the author



Marie-Noël Cikuru

Marie-Noël Cikuru is director of Action d'Espoir, a national NGO based in South Kivu. She is completing a thesis at the Catholic University of Louvain. Her research explores the societal dynamics of conflicts and violence in the DRC and revisits the violence that bodies suffer over the long-term to detect changes in the mode of exploitation and accumulation.



Charlotte Mertens

Charlotte Mertens is a research associate at the University of Melbourne, where she examines responses to sexual violence in conflict settings, particularly in eastern DRC.

Posted In: COVID-19 | International Affairs

Leave a Reply

Enter your comment here...